[Prénom][NOM]
[Adresse1]
[Code Postal] [VILLE]
Tél. : 01.23.45.67.89

[Nom Destinataire]
[Adresse Destinataire]
[Code Postal] [VILLE]
Paris, le 17/11/2026

Objet : Contestation de l'indemnité de remboursement anticipé de mon prêt

Madame, Monsieur,

Le [date du remboursement], j'ai procédé au remboursement anticipé de mon prêt n° [numéro de contrat] souscrit auprès de votre établissement. À cette occasion, vous m'avez facturé une indemnité de remboursement anticipé d'un montant de [montant] euros, prélevée sur mon compte n° [numéro de compte]. C'est cette somme que je conteste par la présente.

Après examen attentif du décompte que vous m'avez transmis, cette indemnité me paraît injustifiée. En application de l'article R313-25 du Code de la consommation, le montant réclamé ne peut excéder ni la valeur d'un semestre d'intérêts sur le capital remboursé au taux moyen du prêt, ni 3 % du capital restant dû avant le remboursement, la banque devant retenir le plus faible de ces deux plafonds. Or, la somme que vous m'avez prélevée dépasse manifestement cette limite.

Je vous rappelle par ailleurs qu'aucune indemnité n'est due lorsque le remboursement résulte de la vente du bien à la suite d'un changement de lieu de travail, du décès ou de la cessation forcée d'activité de l'emprunteur ou de son conjoint. [Le cas échéant, précisez ici votre situation et le justificatif que vous joignez.]

En conséquence, je vous demande de bien vouloir réexaminer le calcul de cette indemnité et de procéder à son annulation, ou à défaut au remboursement de la somme indûment perçue. Je souhaite recevoir une réponse écrite et motivée dans un délai d'un mois à compter de la réception de ce courrier.

Vous trouverez ci-joint la copie de mon décompte de remboursement ainsi que de mon tableau d'amortissement, qui permettront de vérifier le montant exact dû. Je me tiens à votre disposition pour tout échange utile et pour vous transmettre toute pièce complémentaire que vous jugeriez nécessaire.

À défaut de réponse satisfaisante dans le délai indiqué, je me réserve la possibilité de saisir gratuitement le médiateur bancaire dont les coordonnées figurent sur mes relevés, puis, si nécessaire, les juridictions compétentes afin de faire valoir mes droits.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

[Prénom][NOM]

Signature